

Energie verte: Le Maroc veut jouer les premiers rôles

- Masen, Aderee et l'ONE mis à contribution

- L'Allemagne prête à l'accompagner

LA facture énergétique est encore très salée. Elle était de 71 milliards de DH en 2008. Et elle n'est pas prête de baisser «si rien n'est entrepris en matière de diversification des sources d'approvisionnement», met en garde Saïd Mouline, directeur de l'Agence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADREE). Ceci, d'autant plus que «l'accélération du développement économique et social du pays exige inévitablement une demande en énergie beaucoup plus importante», renchérit Abderrahim El Hafidi, directeur de l'électricité et des énergies re-



Pour la énième fois, Bakkoury a expliqué et démontré que le montage financier du plan solaire associera des fonds publics et privés et fera appel à tous les mécanismes concessionnels et non concessionnels de financement (Ph. Bziouat)

nouvelables au ministère de l'Énergie. L'histoire lui donne raison. La croissance de cette demande en énergie est passée de 6,5%, il y a dix ans, à 7,5% entre 2003 et 2009. A ce rythme, «elle devrait tripler pour l'énergie primaire et quadrupler pour l'électricité d'ici à 2030», prévient-il. Ce qui devrait coûter encore plus cher aux finances de l'Etat,

rocaïne des énergies renouvelables (Masen), l'ONE et la banque allemande KfW, qui, manifestement, veut aller plus vite. Il n'empêche, Manfred Konukiewicz, directeur général adjoint au ministère fédéral allemand à la Coopération économique et du Développement, se demande si «l'énergie solaire à grande échelle dans la région Mena est

Coût

LA question inévitable du coût de ce gigantesque projet, estimé à 9 milliards de dollars, revient encore dans les débats. Pour une énième fois, Bakkoury a expliqué et démontré que «le montage financier associera des fonds publics et privés et fera appel à tous les mécanismes concessionnels et non concessionnels de financement». D'ailleurs, Masen a lancé dernièrement un appel international à manifestation d'intérêt pour la réalisation de la première centrale solaire à Ouarzazate d'une puissance de 500 MW, dont la mise en service est prévue en 2015 (cf. L'Economiste du 1er avril 2010). Pour donner encore plus d'impulsion à cette «vision énergétique stratégique et plus de visibilité aux investisseurs», selon les termes mêmes de Mouline, des dispositifs réglementaires ont été adoptés, notamment la loi sur les énergies renouvelables qui contribuera à coup sûr à la production et à l'exportation de l'électricité verte. De même, le Fonds de développement énergétique (doté de 1 milliard de dollars) offre aux opérateurs privés de réelles opportunités d'investissement, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité et les services liés au secteur de l'énergie. □

sachant que les besoins énergétiques du pays sont encore couverts à 95% par des importations. A ce titre, la stratégie énergétique mise en place par l'Etat est pertinente. Elle vise prioritairement la diversification de l'offre énergétique, le développement des ressources nationales, notamment les énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique et l'intégration régionale. Un début de réponse aux questionnements du forum de Casablanca sur l'énergie solaire à grande échelle dans les pays du Mena, coorganisé par l'agence ma-

encore une vision ou une réalité»?

L'ambition de cette plateforme de discussions est d'identifier les objectifs essentiels à court et à moyen termes pour la réalisation du projet d'exportation de l'énergie solaire vers l'Europe. Pour y arriver, «il est désormais essentiel de démontrer, à partir de projets de référence, que le développement de l'énergie solaire dans les pays du Mena est faisable et rentable», dira Dr. Konukiewicz. En plus des chantiers ouverts ici et là, cités en exemple par des experts venus d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie,

de Libye, de Tunisie et d'Europe, le plan solaire marocain «conçu d'abord pour répondre aux besoins du pays» est certes ambitieux, mais réaliste dans la composition du bouquet énergétique national.

D'ailleurs, pour Mustapha Bakkoury, patron du Masen (agence créée pour réduire le gap entre les différentes sources d'énergie), ce plan est l'expression

concrète de la politique chiffrée de l'Etat en matière d'énergie. A terme, il contribuera à hauteur de 10% au plan énergie méditerranéen.

Les premières centrales de 2.000 MW seront construites sur cinq sites entre 2015 et 2019. Elles devraient permettre d'économiser 1 million de TEP (tonnes équivalent pétrole) et d'éviter l'émission de 3,7 millions de tonnes de CO2 par an. Dès l'achèvement de ce programme, la part des énergies renouvelables dans la puissance électrique installée atteindra 42% contre 33% actuellement.

Le choix du Maroc de focaliser sur les énergies propres au détriment des énergies dites fossiles «est une vision stratégique», répète à l'envie Mouline pour qui «l'intégration du Maroc dans le système énergétique euro-méditerranéen est un bon point pour notre stratégie énergétique». Aux yeux de Mouline, il ne fait pas de doute que le Maroc pourra jouer les premiers rôles dans la coopération énergétique régionale, notamment en développant des infrastructures de transit et de stockage des ressources énergétiques. Les Allemands et les experts venus des autres pays sont séduits par la rapide tournure qu'a prise la nouvelle stratégie énergétique marocaine. De plus, «le statut avancé du Maroc auprès de l'UE consacre bien nos choix dans le secteur de l'énergie, en ce qu'il en favorise la pleine intégration au marché européen», poursuit El Hafidi. L'accélération de la convergence des politiques et autres cadres législatif, institutionnel et de régulation sont passés par là. N'est-ce pas là où le plan solaire méditerranéen (projet phare de l'Union pour la Méditerranée) entend favoriser le développement à plus grande échelle des énergies renouvelables dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Le but: faciliter les exportations d'électricité vers l'Europe et combler, en passant, le déficit prévu en eau potable par le dessalement de l'eau de mer. Pour cela, «il faudra attendre au moins 2020 pour espérer exporter cette énergie», disent les plus réalistes. □

Bachir THIAM